



Message 2018-DIAF-31

12 février 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat

Nous avons l'honneur de vous soumettre un décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat.

Le présent message se divise selon le plan suivant:

1. Historique	1
2. Données statistiques	2
3. Aide financière	2
4. Commentaires sur la convention de fusion	2
5. Commentaires sur le projet de décret	2

1. Historique

C'est le 28 novembre 2013 que l'assemblée communale de Clavaleyres a pris la décision d'envisager une fusion intercantonale. La décision de principe positive du Conseil général de Morat est intervenue le 30 avril 2014. Suite à des premières discussions entre les entités cantonales, les gouvernements cantonaux ont annoncé par la déclaration d'intention du 14 mars 2016 leur volonté commune d'entreprendre les démarches nécessaires dans l'optique d'une fusion intercantonale.

Les deux cantons se sont donnés les bases légales nécessaires:

- > le canton de Berne par sa loi sur le transfert de la commune municipale de Clavaleyres au canton de Fribourg dans le cadre d'une fusion avec la commune de Morat (Loi Clavaleyres; LClA) du 7 juin 2017 (RSB 105.41);

- > le canton de Fribourg par sa loi sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat (LFClA) du 23 mars 2018 (RSF 112.7).

Les communes de Clavaleyres et Morat ont institué des groupes de travail en vue de l'élaboration d'un projet de convention de fusion. Par lettre du 13 juin 2018, les conseils communaux de Clavaleyres et Morat ont déposé le projet définitif de convention de fusion.

La convention de fusion a été signée en date du 10 juillet 2018 par le Conseil communal de Morat et le 22 août 2018 par le Conseil communal de Clavaleyres.

Une séance d'information pour la population des deux communes a eu lieu en date du 20 août 2018 à Morat.

La fusion des deux communes a été soumise, le 23 septembre 2018, au vote populaire des communes de Clavaleyres et Morat. Les résultats ont été les suivants:

> Clavaleyres	39 électeurs	34 votes valables	28 oui	6 non
> Morat	6261 électeurs	2209 votes valables	2042 oui	167 non

L'approbation du décret relatif à la fusion par le Grand Conseil est une étape essentielle pour la procédure d'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg (art. 2 LFClA).

2. Données statistiques

	Morat	Clavaleyres	Fusion
Population légale/résidente au 31.12.2017	8222	46	8268
Surface en km ²	24,74	1,01	25,75
Coefficients d'impôts ¹ :			
> Personnes physiques	62,0	1,94	62,0
> Personnes morales	62,0	1,94	62,0
> Contribution immobilière, en% de la valeur fiscale (Morat)/valeur officielle (Clavaleyres)	1,50	1,00	1,50

¹ Les coefficients d'impôts de Morat correspondent au pourcentage de l'impôt cantonal de base pour les personnes physiques et morales.

La quotité d'impôt (1,94) de Clavaleyres est le coefficient par lequel on multiplie l'impôt simple pour obtenir la somme due au titre d'impôt communal. L'impôt dit simple se calcule sur le revenu et la fortune imposables à l'aide des barèmes fiscaux légaux. Il correspond ainsi à l'impôt cantonal de base dans le canton de Fribourg.

3. Aide financière

L'article 15 LFCl a dispose que le Conseil d'Etat alloue une aide financière à la fusion. Le montant maximal possible se détermine en fonction d'une application par analogie des articles 11 et 13 de la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC) du 9 décembre 2010 (RSF 141.1.1).

Le montant de base est fixé à 200 francs par commune multiplié par le chiffre de sa population légale établi au moment de l'entrée en vigueur de la LEFC, soit le 1^{er} janvier 2012. Ainsi, c'est la population légale au 31 décembre 2010 qui est retenue. Le multiplicateur prévu à l'article 12 LEFC équivaut à 1,0 unité lorsque deux communes fusionnent.

Sous le régime de la LEFC, la commune de Morat a bénéficié d'une aide financière de 1 260 400 francs lors de sa fusion avec la commune de Büchslen, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Lors de sa fusion avec les communes de Courlevon, Jeuss, Lurtigen et Salvenach, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, une aide financière de 363 480 francs a été octroyée. En application de l'article 13 LEFC, aucun montant ne peut être accordé en ce qui concerne la commune de Morat.

Selon la statistique de la population résidente des communes, arrondissements administratifs et régions administratives au 31.12.2010, la commune de Clavaleyres comptait 48 habitants au 31 décembre 2010. Ainsi, en conformité à l'article 15 LFCl a, la commune de Clavaleyres bénéficierait d'une aide financière de 9 600 francs pour sa fusion avec Morat.

L'aide financière est versée dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion.

4. Commentaires sur la convention de fusion

La convention de fusion, dont une copie est annexée au présent message, est le document soumis pour approbation aux citoyennes et citoyens des communes de Clavaleyres et Morat, conformément à l'article 134d de la loi sur les communes (LCo) du 25 septembre 1980 (RSF 140.1). Les corps électoraux se sont prononcés le 23 septembre 2018.

5. Commentaires sur le projet de décret

L'article 1 précise l'approbation de la décision de fusion des deux communes, sous réserve de l'article 4. Il n'indique volontairement pas la date d'entrée en vigueur de la fusion, celle-ci étant subordonnée à l'approbation d'une part du concordat intercantonal relatif à la modification territoriale et d'autre part à l'approbation de ce dernier par la Confédération. Tous les travaux ont jusqu'à présent été menés en visant une entrée en vigueur de la fusion au 1^{er} janvier 2021; la convention de fusion mentionne d'ailleurs cette date. Il n'est toutefois pas exclu que cette entrée en vigueur doive être repoussée, par exemple au 1^{er} janvier 2022. La LFCl a été élaborée de manière à permettre un tel report, le cas échéant.

L'article 2 indique le nom de la nouvelle commune et son appartenance au district du Lac.

L'article 3 précise que les conséquences de la fusion sont définies, d'une part, par la convention de fusion annexée au présent message et, d'autre part, par la LFCl a.

L'article 4 contient de précisions quant à l'entrée en vigueur de la fusion.

L'article 5 définit le montant de l'aide financière relative à la fusion et précise les modalités de versement.

Annexe

Convention de fusion (*seulement en allemand*)



Botschaft 2018-DIAF-31

12. Februar 2019

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten

Wir unterbreiten Ihnen ein Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten.

Die Botschaft gliedert sich in folgende Abschnitte:

1. Geschichtliches	3
2. Statistische Daten	4
4. Finanzhilfe	4
5. Kommentar zur Fusionsvereinbarung	4
6. Kommentar zum Dekretsentwurf	4

1. Geschichtliches

Am 28. November 2013 beschloss die Gemeindeversammlung der Gemeinde Clavaleyres einen interkantonalen Zusammenschluss anzustreben. Der positive Grundsatzentscheid des Generalrats von Murten erfolgte am 30. April 2014. Nach ersten Gesprächen zwischen den zuständigen kantonalen Stellen, kündigten die beiden Kantonsregierungen in der Absichtserklärung vom 14. März 2016 an, die notwendigen Verfahrensschritte im Hinblick auf einen interkantonalen Gemeindezusammenschluss einzuleiten.

Die beiden Kantone haben die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen geschaffen:

- > der Kanton Bern mit dem Gesetz betreffend den Kantonswechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres im Rahmen eines Zusammenschlusses mit der freiburgischen Gemeinde Murten (Clavaleyres-Gesetz, ClaG) vom 7. Juni 2017 (BSG 105.41);

- > der Kanton Freiburg mit dem Gesetz über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten (ClaZG) vom 23. März 2018 (SGF 112.7).

Die Gemeinden Clavaleyres und Murten haben Arbeitsgruppen eingesetzt, die einen Entwurf einer Fusionsvereinbarung ausarbeiten sollten. Mit Brief vom 13. Juni 2018 reichten die Gemeinderäte von Clavaleyres und Murten den definitiven Entwurf der Fusionsvereinbarung ein.

Die Fusionsvereinbarung wurde am 10. Juli 2018 durch den Gemeinderat von Murten und am 22. August 2018 durch den Gemeinderat von Clavaleyres unterzeichnet.

Am 20. August 2018 fand in Murten eine Informationsveranstaltung für die Bevölkerung der beiden Gemeinden statt.

Der Zusammenschluss wurde am 23. September 2018 in den beiden Gemeinden Clavaleyres und Murten einer Volksabstimmung unterbreitet. Die Abstimmung ergab folgende Resultate:

> Clavaleyres	39 Stimmberechtigte	34 gültige Stimmen	28 Ja	6 Nein
> Murten	6261 Stimmberechtigte	2209 gültige Stimmen	2042 Ja	167 Nein

Die Genehmigung des Dekrets über den Zusammenschluss durch den Grossen Rat stellt eine wichtige Etappe im Verfahren zur Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg dar (Art. 2 ClaZG).

2. Statistische Daten

	Murten	Clavaleyres	Fusion
Zivilrechtliche Bevölkerung/ Wohnbevölkerung am 31.12.2017	8222	46	8268
Fläche in km ²	24,74	1,01	25,75
Steuerfüsse ¹ :			
> natürliche Personen	62,0	1,94	62,0
> juristische Personen	62,0	1,94	62,0
> Liegenschaftsteuer, in% des Steuerwerts (Murten)/amtlichen Werts (Clavaleyres)	1,50	1,00	1,50

¹ Die Steuerfüsse von Murten entsprechen dem Prozentsatz auf der einfachen Kantonssteuer für die natürlichen und juristischen Personen.

Die Steueranlage (1,94) von Clavaleyres entspricht dem Multiplikator, mit dem die einfache Steuer multipliziert wird, um den Gemeindesteuerbetrag zu berechnen. Die einfache Steuer wird mit Hilfe der Steuertariftable auf dem steuerbaren Einkommen und Vermögen ermittelt. Sie entspricht der einfachen Kantonssteuer im Kanton Freiburg.

3. Finanzhilfe

Artikel 15 ClaZG hält fest, dass der Staatsrat für die Fusion eine Finanzhilfe ausrichtet. Für die Bemessung des Maximalbetrags gelten die Artikel 11 und 13 des Gesetzes über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG) vom 9. Dezember 2010 (SGF 141.1.1) sinngemäss.

Der Grundbetrag beläuft sich auf 200 Franken pro Gemeinde, multipliziert mit ihrer zivilrechtlichen Bevölkerungszahl. Massgebend ist die Bevölkerungszahl zum Zeitpunkt des Inkrafttretens, das heisst am 1. Januar 2012. Daher wird die zivilrechtliche Bevölkerung am 31. Dezember 2010 berücksichtigt. Beim Zusammenschluss von zwei Gemeinden beträgt der Multiplikator 1,0 gemäss Artikel 12 GZG.

In Anwendung des GZG hat die Gemeinde Murten bei ihrer Fusion mit der Gemeinden Büchslen, die am 1. Januar 2013 in Kraft trat, eine Finanzhilfe von 1 260 400 Franken erhalten. Anlässlich des Zusammenschlusses mit den Gemeinden Courlevon, Jeuss, Lurtigen und Salvenach, der am 1. Januar 2016 in Kraft trat, wurde eine Finanzhilfe von 363 480 Franken gewährt. In Anwendung von Artikel 13 GZG kann der Gemeinde Murten nicht erneut ein Finanzbeitrag gewährt werden.

Gemäss Statistik der Wohnbevölkerung der Gemeinden, Verwaltungskreise und Verwaltungsregionen am 31.12.2010 zählte die Gemeinde Clavaleyres am 31. Dezember 2010 48 Einwohner. Gemäss Artikel 15 ClaZG erhält die Gemeinde Clavaleyres eine Finanzhilfe von 9600 Franken für den Zusammenschluss mit Murten.

Die Finanzhilfe wird in dem auf das Inkrafttreten des Zusammenschlusses folgenden Jahr ausgerichtet.

4. Kommentar zur Fusionsvereinbarung

Die Vereinbarung über den Zusammenschluss (Kopie in der Beilage) wurde gemäss Artikel 134d des Gesetzes über die Gemeinden (GG) vom 25. September 1980 (SGF 140.1) den Stimmbürgerinnen und -bürgern von Clavaleyres und Murten zur Genehmigung unterbreitet. Die Stimmberechtigten stimmten am 23. September 2018 darüber ab.

5. Kommentar zum Dekretsentwurf

Artikel 1 beinhaltet die Genehmigung des Zusammenschlusses der beiden Gemeinden unter Vorbehalt von Artikel 4. Dabei wird willentlich nicht genannt, wann der Zusammenschluss in Kraft tritt, da das Datum des Inkrafttretens zum einen von der Genehmigung des interkantonalen Gebietsänderungskonkordats und andererseits von dessen Genehmigung durch den Bund abhängig ist. Alle bisherigen Arbeiten wurden im Hinblick auf ein Inkrafttreten der Fusion am 1. Januar 2021 ausgerichtet; dieses Datum wird übrigens auch in der Fusionsvereinbarung genannt. Hingegen kann nicht ausgeschlossen werden, dass das Inkrafttreten verschoben werden muss, zum Beispiel auf den 1. Januar 2022. Das ClaZG wurde so ausgearbeitet, dass eine solche Verschiebung gegebenenfalls möglich ist.

Artikel 2 nennt den Namen der neuen Gemeinde und ihre Zugehörigkeit zum Seebezirk.

Artikel 3 hält fest, dass die Auswirkungen des Zusammenschlusses einerseits in der Fusionsvereinbarung, die dieser Botschaft beigelegt ist, andererseits im ClaZG dargelegt werden.

Artikel 4 enthält Präzisierungen bezüglich des Inkrafttretens der Fusion.

Artikel 5 legt den Betrag der Finanzhilfe an den Zusammenschluss und die Auszahlungsmodalitäten fest.

Anhang

—

Vereinbarung über den Zusammenschluss

Décret approuvant la fusion des communes de Clavaleyres et de Morat

du...

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 2 al. 2 de la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat;

Vu l'article 134d de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo);

Vu la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes (LEFC);

Vu le résultat de la votation du 23 septembre 2018 dans les communes de Clavaleyres et de Morat;

Vu le message 2018-DIAF-31 du Conseil d'Etat du 12 février 2019;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

¹ Les décisions des communes de Clavaleyres et de Morat du 23 septembre 2018 de fusionner sont entérinées.

² L'article 4 du présent décret demeure réservé.

Art. 2

La commune nouvellement constituée porte le nom de Morat et fait partie du district du Lac.

Dekret zur Genehmigung des Zusammenschlusses der Gemeinden Clavaleyres und Murten

vom...

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 2 Abs. 2 des Gesetzes vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten;

gestützt auf Artikel 134d des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG);

gestützt auf das Gesetz vom 9. Dezember 2010 über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse (GZG);

gestützt auf das Resultat der Abstimmung vom 23. September 2018 in den Gemeinden Clavaleyres und Murten;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DIAF-31 des Staatsrats vom 12. Februar 2019;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

¹ Die Beschlüsse der Gemeinden Clavaleyres und Murten vom 23. September 2018, sich zusammenzuschliessen, werden genehmigt.

² Artikel 4 dieses Dekrets bleibt vorbehalten.

Art. 2

Die neue Gemeinde trägt den Namen Murten und gehört zum Seebezirk.

Art. 3

Les conséquences de la fusion sont définies, d'une part, par la convention de fusion conclue entre les communes de Clavaleyres et de Morat et, d'autre part, par la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat ainsi que par les actes législatifs énoncés dans la loi précitée.

Art. 4

¹ L'entrée en vigueur de la fusion est subordonnée à l'entrée en vigueur du concordat relatif à la modification territoriale à conclure entre les cantons de Fribourg et de Berne.

² L'approbation de la modification territoriale par la Confédération demeure en outre réservée.

Art. 5

¹ L'Etat verse à la nouvelle commune de Morat un montant de 9600 francs au titre d'aide financière à la fusion.

² Cette aide financière est versée dès l'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 6

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

² Il entre en vigueur immédiatement.

Art. 3

Die Auswirkungen des Zusammenschlusses werden einerseits in der Fusionsvereinbarung, die zwischen den Gemeinden Clavaleyres und Murten abgeschlossen wurde, und andererseits im Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten und den darin erwähnten Erlassen geregelt.

Art. 4

¹ Das Inkrafttreten der Fusion hängt vom Inkrafttreten des Gebietsänderungskonkordats, das zwischen den Kantonen Freiburg und Bern abgeschlossen werden muss, ab.

² Die Genehmigung der Gebietsänderung durch die Eidgenossenschaft bleibt im Übrigen vorbehalten.

Art. 5

¹ Der Staat zahlt der neuen Gemeinde Murten als Finanzhilfe an den Zusammenschluss einen Betrag von 9600 Franken.

² Die Finanzhilfe wird ab dem Inkrafttreten des Zusammenschlusses ausgerichtet.

Art. 6

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

² Es tritt sofort in Kraft.